

MILITANT COMMUNISTE



Numéro 16 - 1 €

Militant@militcom.org

Septembre Décembre 2005

SOMMAIRE

LES TACHES des COMMUNISTES

Point sur l'unité d'action

88ème anniversaire de la REVOLUTION d'OCTOBRE

ALBANIE

- **Avancée dans l'unification des communistes.**
- **Dernières nouvelles**

Supplément : La restauration du capitalisme en URSS par B. Bland

ALGER REPUBLICAIN le courant néokeynesien

Communiqué CMC : La révolte de banlieues

Ce bulletin est publié en direction des militants communistes. Notre but n'est pas de créer un énième groupe prétendant détenir la légitimité communiste. Il est de contribuer à l'unification des communistes en France à partir de leur idéologie commune le Marxisme Léninisme et de leur combat commun contre l'impérialisme, le capitalisme, le révisionnisme, le réformisme, le trotskisme et pour la révolution socialiste.

Notre but est de contribuer à la construction d'un seul et véritable Parti Communiste.

Militant@militcom.org

Site Internet :

www.militcom.org

LES TACHES DES COMMUNISTES

Les politiques néo-libérales, mises en œuvre par les monopoles dans le but de réaliser le maximum de profits possible dans un contexte actuel de concurrence mondiale ouverte et débridée, entraînent une paupérisation continue et accélérée des masses travailleuses. Dans ces conditions, les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie s'amplifient et s'aiguisent, ainsi qu'en témoignent depuis la rentrée les conflits sociaux prolongés et parfois violents comme ceux de la SNCM et de la RTM à Marseille et d'autres mouvements comme celui du quatre octobre pour les salaires et l'emploi, et ainsi que l'a montré la révolte de la jeunesse des quartiers-ghettos ces dernières semaines.

En même temps d'autres couches sociales de la petite et même moyenne bourgeoisie entrent en opposition avec certains aspects de la politique néo-libérale du patronat et du pouvoir car cette politique porte atteinte à leur situation antérieure et nourrit leurs inquiétudes sur l'avenir.

Le camp de la bourgeoisie est donc fragilisé comme l'a montré, le 29 mai, la victoire du NON au référendum constitutionnel européen organisé par le pouvoir chiracien.

Cette situation sociale est objectivement favorable au progrès du mouvement ouvrier et au développement du courant communiste révolutionnaire.

Pourtant, force est de constater que les luttes, même les plus radicales comme celle de la SNCM, sont tenues en échec et que les travailleurs les plus combatifs ne s'organisent pas en avant-garde révolutionnaire même s'ils prennent conscience du travail de sape des directions syndicales.

C'est à partir de ce constat que les communistes doivent construire leur ligne et définir leurs tâches.

Notre conviction est que la cause fondamentale de l'incapacité actuelle du mouvement ouvrier et populaire à affronter efficacement la bourgeoisie est l'hégémonie que le réformisme exerce sur ce mouvement.

Ce réformisme est systématisé sous forme d'une stratégie de défaite par les organisations syndicales et politiques de la gauche qui manipulent les luttes pour les conduire dans la voie pacifique des négociations et de l'électoratisme politique. Le poison du réformisme possède toujours des bases objectives au sein même de la classe ouvrière d'un pays impérialiste comme la France. Il est impulsé par les bureaucraties syndicales et s'appuie sur l'aristocratie ouvrière qui le diffuse dans toute la classe. De plus, il est renforcé aujourd'hui par des mouvements comme ATTAC qui limitent leurs objectifs à une régularisation de la mondialisation capitaliste, à une espèce de keynésianisme mondial.

Cela ne veut pas dire que les communistes soient hostiles à la présence des couches de la petite bourgeoisie dans le mouvement social. Nous sommes pour les alliances de classe qui affaiblissent notre adversaire, la bourgeoisie capitaliste. Cela veut dire qu'il faut être conscient des intérêts et des idéologies dont elles sont porteuses, qui viennent s'ajouter au réformisme classique syndical et politique et qui dévoient le mouvement ouvrier et populaire de ses propres objectifs. Cela veut dire qu'il ne faut pas se mettre à leur remorque.

Combattre le réformisme dans ce mouvement est donc une tâche politique cardinale des communistes, et c'est une tâche lourde et complexe. Car si le réformisme règne en maître, c'est bien en raison de l'absence d'une organisation révolutionnaire visible et crédible, d'un véritable Parti Communiste organisé au plan national et actif dans la classe ouvrière et les masses prolétariennes.

La grande question est celle-ci : Quelle ligne les communistes doivent-ils mettre en pratique dans le mouvement social, et avant tout dans le mouvement ouvrier, pour contester la domination réformiste, et en même temps construire l'organisation politique révolutionnaire, le parti de la classe ouvrière, sans lequel il est illusoire de faire progresser le mouve-

ment du plan revendicatif des réformes au plan de la lutte révolutionnaire et sans lequel il restera sous la direction des réformistes ou se diluera dans l'anarchie ?

Les communistes peuvent-ils se limiter à des revendications ou des objectifs revendicatifs ponctuels ou généraux partagés avec les courants réformistes, en se montrant les plus actifs, les plus résolus, les plus conséquents dans la lutte pour ces revendications et ces objectifs ? Suffit-il de limiter nos luttes politiques aux aspects les plus insupportables du néo-libéralisme ? Non, cela est insuffisant. C'est au mieux du syndicalisme révolutionnaire ou du réformisme radical.

Oui le courant communiste doit être dans le mouvement social. Mais il doit y être avec son identité, avec les revendications anti-capitalistes de la classe ouvrière et du peuple, avec des objectifs tactiques en rupture avec la politique de la bourgeoisie monopoliste, et surtout il doit y être avec sa propre alternative révolutionnaire : le socialisme.

Cela est possible.

De plus en plus d'ouvriers et de prolétaires se rendent compte que la lutte purement économique, syndicale les mène d'échec en échec ; ils se rendent compte que tant que le pouvoir économique et politique d'Etat sera aux mains des capitalistes et de leurs partis, leurs aspirations ne seront jamais satisfaites. Ils savent aussi que les partis de gauche et les syndicats les mènent dans l'impasse.

C'est eux que les communistes doivent convaincre, par leur propagande, qu'il y a une solution : la révolution, et que l'instrument indispensable pour accomplir la révolution, c'est le parti.

Aujourd'hui, les organisations communistes ne sont pas capables, dispersées, de mener l'ensemble de leurs tâches. Alors, la plupart se rabattent sur l'activisme syndical et quand les circonstances le permettent de se joindre au jeu anti-gouvernemental, pour ne pas être coupées des masses et au mieux pour y gagner

quelque sympathie. Notre point de vue est que cette pratique ne permet ni de faire avancer ni d'organiser les éléments les plus conscients du mouvement. Elle enchaîne les communistes, en définitive, au niveau réformiste du mouvement même si ce réformisme en apparence plus radical peut sembler...révolutionnaire !

Il faut aujourd'hui, pour réaliser l'étape actuelle de reconstruction du Parti Communiste et répondre aux besoins politiques de la classe ouvrière, une organisation unique. Un Parti, au sens où il exprime les intérêts généraux du prolétariat et où le prolétariat se reconnaît dans sa politique. Ce Parti, participant aux luttes des masses, doit s'appuyer sur les revendications les plus contestatrices de la politique de la bourgeoisie et y introduire clairement, ouvertement la propagande communiste, c'est-à-dire démontrer que c'est le capita-

lisme qui est la cause des souffrances des prolétaires, qu'il est nécessaire de détruire ce système d'exploitation et d'oppression, que le socialisme est l'alternative unique, et que pour y parvenir il faut renverser le pouvoir bourgeois et imposer le pouvoir de la classe ouvrière.

C'est sans doute un chemin difficile, sur lequel nous devons affronter des oppositions violentes. Mais il n'y en a pas d'autre.

Il est temps que les organisations et les militants communistes qui s'efforcent de s'extraire du révisionnisme et de définir une pratique révolutionnaire abordent sans détours cette grande question des tâches actuelles liées à la construction du Parti Communiste Révolutionnaire de France.

M.C

POINT SUR L'UNITE D'ACTION

La tenue du meeting unitaire du 5 mai fut le point fort de la campagne contre le projet de constitution européenne menée par les 5 organisations se référant à la théorie marxiste léniniste en France.

Cette période d'intense activité politique a fait naître de grands espoirs parmi les militants et sympathisants de ces organisations et groupes. Espoir que cette volonté de lutter ensemble contre l'ennemi commun aller se renforcer, Espoir que ces organisations allaient poursuivre leurs efforts pour mettre fin à la dispersion des communistes. Après le référendum, deux réunions en juin et octobre se sont tenues et malheureusement aucune n'a aboutit à une quelconque décision à poursuivre l'action commune.

A celle d'octobre le PRCF étant d'ailleurs absent. Seuls l'URCF et le CMC ont poursuivi des activités communes comme à la fête de l'Humanité, en septembre où les deux organisations ont tenu avec succès un stand en commun et le 12 Novembre pour le 88 ième anniversaire de la Révolution d'Octobre à Lille à l'initiative du comité du Nord des Amis d'Alger Républicain.

Les derniers événements sociaux révèlent une aggravation des contradictions fondamentales du capitalisme et donc des luttes de classes, donnant à la tâche d'édification d'un véritable parti communiste un caractère prioritaire et urgent pour tous les véritables communistes.

Aussi nous en appelons aux militants, sympathisants de ces organisations pour qu'ils se battent pour relancer le processus unitaire. Et pour qu'ils le fassent en toute connaissance de cause et juger du degré de « responsabilité » de leur propre organisation dans cet échec, CMC a décidé de faire connaître les documents préparatoires à ces réunions et les comptes rendus des débats. Nous les ferons parvenir à tous les camarades qui le désireront.

A l'occasion du quatre vingt huitième anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917, le comité du Nord des Amis d'Alger Républicain – journal progressiste algérien – a organisé une réunion le 12 novembre à Lille. Au cours de cette assemblée à laquelle ont participé plus de trente personnes, Bruno Morand au nom du Collectif Militant Communiste a présenté une analyse de la restauration du capitalisme en URSS après le XX^{ème} Congrès du PCUS et Jean-Luc Sallé pour l'Union des Révolutionnaires Communistes de France les leçons qu'il faut en tirer pour édifier dans notre pays un véritable Parti Communiste. Nous publions ici l'intervention de notre camarade.

De l'avis des participants dont nous avons pu recueillir les réactions, cette réunion a représenté un grand intérêt politique et idéologique.

Toujours dans la cadre de la commémoration de l'anniversaire d'Octobre 1917, CMC a participé le 19 novembre à Bruxelles à une assemblée organisée à l'appel de nos camarades du Groupe Communiste ML marocain et du MLKP (Parti Communiste Marxiste- Léniniste de Turquie/ Kurdistan du Nord).

Amis et Camarades,

La destruction de l'URSS en tant que première expérience victorieuse de construction d'une société socialiste, et l'écroulement, à la suite, du camp socialiste, a porté un coup dur non seulement aux peuples de l'Union Soviétique et des démocraties populaires, **mais aussi** aux prolétaires et aux peuples du monde entier pour qui la grande Union des Républiques Socialistes Soviétiques était, depuis un demi siècle, la preuve vivante que la classe ouvrière est capable de conquérir le pouvoir et capable de construire une société prospère, libérée de l'exploitation capitaliste, le socialisme.

Renforcée par cette catastrophe, la bourgeoisie s'évertue, depuis, à accréditer l'idée que les travailleurs sont incapables de diriger la société et que le socialisme est impossible.

Le mouvement ouvrier lui-même, matraqué par les médias bourgeois et perverti par l'idéologie réformiste diffusée par les syndicats et (CGT compris) et les partis dits de gauche (PCF compris) semble avoir relégué cette perspective, la seule pourtant qui soit porteuse de l'émancipation des travailleurs.

A un moment historique où le capitalisme affiche toute sa putréfaction et où l'alternative du socialisme est devenue nécessaire, urgente même si l'on ne veut pas que la barbarie s'installe pour longtemps, **L'une des tâches politiques centrales des communistes est de s'affirmer et de combattre à contre-courant contre ce défaitisme politique et idéologique, et de démontrer et de propager l'idée que, contrairement aux prétentions de la bourgeoisie, l'URSS n'a pas disparu parce que le socialisme est impossible, MAIS PARCE QUE LA CLASSE OUVRIERE ET SON PARTI COMMUNISTE ONT ETE TRAHIS ET BATTUS PAR DES ENNEMIS DISSIMULES, MAIS ACTIFS, DANS LA DIRECTION MÊME DU PARTI ET DE L'ETAT.**

Amis et camarades,

La Commune de Paris a duré deux mois. En tirant les leçons de son expérience, MARX a donné au mouvement communiste international la théorie qui a permis aux bolchéviks avec LENINE à leur tête, de prendre le pouvoir, et de le conserver. Par sa maîtrise de l'économie politique socialiste et sa fermeté de classe dans son

application, STALINE a réussi à construire le socialisme victorieux dans un quart de l'humanité, et cela dans les pires conditions extérieures qui soient et malgré une multitude d'obstacles intérieurs.

En analysant les causes qui ont permis de détruire cette œuvre immense après la disparition de STALINE, les communistes se donneront les moyens de transformer cette défaite provisoire en force idéologique et politique pour repartir plus forts à l'assaut du vieux monde.

Tel est le but de l'exposé qui suit, c'est ainsi que nous rendrons hommage à ceux qui il y a 88 ans ont ébranlé le monde.

Comment, donc, l'URSS a-t-elle pu retourner au capitalisme ?

Pour commencer, je rappellerai deux citations qui montrent que la possibilité de la restauration du capitalisme existe durant toute la période de transition du capitalisme au communisme, c'est-à-dire sous le socialisme : Dans la *révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*(1928), Lénine avait déjà indiqué :

« *La transition du capitalisme au communisme, c'est une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée (souligné par nous), les exploiters gardent inéluçablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentative de restauration* » .

Staline a lui aussi mis les communistes en garde contre cette possibilité :

« ... cela veut dire qu'il y a, dans les rangs de notre Parti, des gens qui tentent, peut-être sans s'en rendre compte eux-mêmes, d'adapter l'œuvre de notre construction socialiste aux goûts et aux besoins de la bourgeoisie « soviétique ». La victoire de la déviation de droite signifierait le renforcement des éléments capitalistes dans notre pays. Or, que signifierait le renforcement des éléments capitalistes dans notre pays ? Cela signifierait l'affaiblissement de la dictature du prolétariat et l'accroissement des chances de restauration du capitalisme. Ainsi donc, la victoire

de la déviation de droite dans notre Parti signifierait l'accroissement des conditions nécessaires à la restauration (souligné par Staline) du capitalisme dans notre pays. Existe-t-il chez nous, dans le pays des Soviets des conditions rendant possible (souligné par Staline) la restauration du capitalisme? Oui, elles existent. Cela vous paraîtra peut-être étrange, mais c'est un fait, camarades. » -

Joseph Staline – Du danger de droite dans notre Parti – 1928 –

MAIS COMMENT LES CHOSES SE SONT-ELLES PASSEES CONCRETEMENT ?

LE POINT DE DEPART DU PROCESSUS ANTI-SOCIALISTE DE RESTAURATION DU CAPITALISME EST LA CONTRE-REVOLUTION POLITIQUE REUSSIE PAR LA FRACTION REVISIONNISTE KHROUCHTCHEVIENNE AU XX EME CONGRES DU PCUS EN 1956

Remontons en arrière. Les citadelles, c'est connu, se prennent de l'intérieur.

Depuis octobre 1917, c'est à l'intérieur du Parti communiste que les éléments hésitants ou hostiles à la marche en avant du socialisme ont agi. Tantôt dans l'ombre, tantôt ouvertement, selon les circonstances, pour avancer leurs théories visant à entraver l'édification du socialisme. Ne pouvant pas attaquer de front le socialisme et la dictature du prolétariat c'est dans la sphère de l'économie, et notamment au niveau de la théorie de l'économie politique socialiste, qu'ils ont concentré leurs activités de sape.

C'est sur ce terrain, en effet que sous prétexte de prétendues « réformes » visant à améliorer le fonctionnement de l'économie, ils avaient la possibilité de déstabiliser ses bases socialistes et mobiliser les couches sociales intéressées au rétablissement des rapports sociaux capitalistes.

Ainsi, dès les années qui ont suivi la victoire militaire et politique du peuple et de la classe ouvrière soviétique, c'est sur ce

terrain que les ennemis conscients ou inconscients du socialisme se sont opposés à la direction du Parti bolchévique à la ligne visant à créer les conditions de la marche vers le socialisme. Les plus connus, Trotski, Boukharine, Kaménev, Zinoviev ont théorisé l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays comme la Russie. Ils se sont opposés de diverses manières à la politique stalinienne de collectivisation des campagnes et à la création de la base économique du socialisme par la mise en œuvre des plans quinquennaux. Le Parti ne les a pas suivis et ils ont reçu le châtiement qu'ils méritaient.

Après la deuxième tentative manquée des puissances impérialistes pour détruire l'URSS par la deuxième guerre mondiale, c'est de nouveau sur le terrain de l'économie politique qu'à l'intérieur même de l'Union Soviétique, et à sa tête : c'est-à-dire dans le Parti et l'Etat, que les adversaires du socialisme vont s'activer, en profitant du fait que de nombreux membres du parti, et parmi les meilleurs, étaient morts dans le combat patriotique contre les armées du III^{ème} Reich.

Le 5 juillet 1945, Nikolaï Voznesenski, qui était commissaire au plan d'Etat depuis 1938 proposa que l'URSS soit, pour appliquer le plan, divisé en 17 régions suivant leur spécialisation actuelle...

Les économistes marxistes-Léninistes Stalinistes mirent cette proposition en échec.

Les années suivantes, appuyé par d'autres dirigeants comme Mikoyan, Kossyguine, Rodionov, Voznesenski revint à la charge et va utiliser son pouvoir, à Léninegrad, pour introduire dans la république russe un certain nombre de réformes qu'il préconisait, notamment le développement prioritaire de la production des biens de consommation, au détriment de la production des moyens de production.

En janvier 1949, le groupe autour de Voznesenski s'estimant en position de force introduisit à une échelle nationale les réformes de leur chef de file et en particulier une mesure fixant les prix de gros des

matières premières à leur valeur, ce qui préparait le terrain pour faire du profit et du marché le régulateur de la production. Ils eurent même l'audace d'organiser à Léninegrad une foire internationale de vente en gros sans l'accord du conseil des ministres de l'URSS.

Heureusement, la réaction des marxistes-léninistes fut rapide et radicale. Le groupe de Léninegrad fut jugé. Voznesenski et quatre autres furent condamnés à mort et exécutés, le 1^{er} octobre 1950.

L'offensive des éléments révisionnistes ne va pourtant pas rester sur cet échec.

En 1951, un groupe d'économistes fut chargé par le parti d'écrire un projet d'un manuel d'économie politique, une conférence étant convoquée pour le mois de novembre de cette année. Les matériaux de cette conférence ont été communiqués à Staline qui a formulé à leur sujet un certain nombre de critiques sévères.

Parallèlement, la préparation du 19^{ème} congrès du PCUS fait apparaître un recul de l'influence de Staline. Secrétaire général du CC depuis 1922, le camarade Staline devient simple membre du secrétariat en 1952.

Lors du 19^{ème} congrès, rompant avec une longue tradition, le rapport du CC n'est pas présenté par Staline mais par Malenkov. Staline n'intervint pas dans les débats du congrès et n'intervint que pour prononcer un bref discours de clôture.

Il est vrai que, conscients du cours négatif des événements, les marxistes-léninistes avaient décidé de frapper un grand coup contre les révisionnistes en publiant, à la veille du congrès les contributions de Staline à la discussion sur le projet de manuel d'économie politique connues sous le titre : « les problèmes économiques du socialisme ». Dans cette œuvre magistrale, le camarade Staline démolissait les théories révisionnistes de Voznesenski, de Léontiev, de Varga...et d'autres. Tous les communistes doivent étudier cet ouvrage fondamental de l'économie politique.

Le 5 mars 1953, le camarade Staline mourait, sans doute empoisonné.

9 jours plus tard, Khrouchtchev força Malenkov à démissionner de son poste de secrétaire du CC et ce limogeage inaugura une période de remplacement des cadres à tous les niveaux du Parti et de l'Etat.

Le 30 avril, Vosznesenski est réhabilité.

En 1954, Varga reçoit l'Ordre de Lénine !

A partir de ce moment, la fraction révisionniste-trotskiste de Khrouchtchev a conquis une position dominante dans le Parti.

C'est au XX^{ème} Congrès du PCUS que cette fraction va l'emporter définitivement.

En effet,

non seulement ce Congrès entérine les thèses révisionnistes, mais khrouchtchev jugea que le moment était venu de faire un trait sur le passé glorieux de l'Union Soviétique en détruisant le symbole même de cette époque : la personnalité du camarade Staline. Sans que, il faut le dire, aucune voix n'ait eu le courage de s'élever contre cet acte scandaleux.

Quelques mois plus tard, les camarades qui s'étaient tus lors du congrès furent à leur tour limogés :

Malenkov, Molotov, Kaganovitch. Il ne restait plus alors à khrouchtchev et à sa bande de traîtres qu' à « purger » de fond en comble le Parti pour éliminer toute forme de contestation future : quelques chiffres : Au XX^{ème} congrès, 47 % des membres du CC élus au XIX^{ème} congrès sont changés. Au XXII^{ème} congrès, en 61, 70 % ! A la veille du XXII^{ème} congrès, 45 % des membres des comités centraux du parti des diverses Républiques sont renouvelés. 40% des membres des conseils municipaux et départementaux.

Dans ses notes souvenirs, Lazare Kaganovitch membre du Parti Bolchévick depuis 1911 et du CC depuis 1928 et limogé par monsieur K en 1957 rappelle un fait : « khrouchtchev était un trotskiste en 1923-1924 » ;

Tous les agents de l'ennemi ne peuvent s'activer en même temps. Certains peu-

vent se cacher longtemps. Khrouchtchev a agi son moment venu, 30 ans plus tard.

Les communistes ne doivent jamais oublier cette leçon de l'Histoire.

**UNE FOIS LEUR POUVOIR POLITIQUE
INSTALLE SOLIDEMENT,
LES REVISIONNISTES VONT APPLIQUER
METHODIQUEMENT
LEUR PROGRAMME DE DESTRUCTION DU
SOCIALISME
ET DE RESTAURATION DU CAPITALISME
EN LIQUIDANT LES PRINCIPES ET LES
MECANISMES
DE L'ECONOMIE POLITIQUE SOCIALISTE**

Et d'abord par l'abandon du caractère central du plan et le rétablissement du profit comme objectif des entreprises de production et d'échanges.

Sous le socialisme, les moyens de production sont la propriété de l'Etat agissant comme centre de décision de la classe ouvrière au pouvoir. Non seulement les gestionnaires des entreprises ne possèdent pas les moyens de production, mais ils ne peuvent en disposer librement. Ce ne sont pas les dirigeants d'entreprises qui décident comme dans la société capitaliste, de la qualité et de la quantité des biens qu'ils ont la responsabilité de produire. C'est le plan central qui définit, en fonction des objectifs nationaux la part que doit réaliser chaque entreprise en fonction de ses capacités de production. Les biens produits appartiennent à la société et c'est le plan d'Etat qui fixe les prix et organise leur répartition et leur distribution. La part du surproduit destiné à développer les forces productives de l'entreprise est sous la responsabilité des organes de l'Etat, de même que la part destinée aux salaires des ouvriers et des cadres qui est elle aussi fixée par l'Etat selon le principe «A chacun selon son travail ». Lorsque le plan est dépassé, une bonification est attribuée en plus du salaire selon des critères définis également par l'Etat.

Dans un tel système il n'y a pas de possibilité pour une classe de s'enrichir en ex-

exploitant le travail d'autrui. Au pire, il ne peut exister que des filous.

Certes, des inégalités continuent à exister, légalement. Tous les salaires ne sont pas égaux. Mais leur valeur n'est plus fixée comme sous le capitalisme comme le prix d'une marchandise, la force de travail, mais comme l'équivalent de la quantité et de la qualité du travail fourni selon le critère de l'utilité sociale. Pour simplifier, un mineur ou un tractoriste pouvait gagner plus qu'un ingénieur.

Certes également, il ne faut pas idéaliser la réalité : certaines couches de la nomenclatura ont recherché et parfois obtenu des avantages, voire des privilèges. Mais dans l'impossibilité d'accumuler du capital et d'acheter de la force de travail, ces couches n'ont pas pu, jusqu'à la contre-révolution krouchtévienne, se transformer en classe capitaliste.

JUSQU'A LA CONTRE-REVOLUTION KHROUCHTCHEVIENNE, C'EST-A-DIRE JUSQU'AU XX EME CONGRES DU PCUS.

Que s'est-il passé, en effet, après le XX^{ème} congrès sur le plan des rapports de production ?

En dépit du fait que la propriété des moyens de production ne fut pas immédiatement remise en cause, le pouvoir révisionniste a systématiquement réintroduit dans l'économie les mécanismes permettant de restaurer les rapports sociaux de production capitalistes, incluant la légalisation de l'appropriation privée de la plus-value et son accumulation au profit des couches gestionnaires de l'économie, de l'appareil d'Etat et du parti. Ce qui suscita d'ailleurs des contradictions entre la nomenclatura d'Etat et les dirigeants de l'appareil économique.

Quelles furent ces mesures fondamentales ?

La première fut l'abandon de la PLANIFICATION CENTRALISEE.

Dès 1955, seulement deux ans après la mort de Staline, des économistes révi-

sionnistes comme Liberman préconisaient dans les journaux économiques soviétiques de libérer l'économie d'une centralisation excessive et de donner une plus grande liberté aux directeurs des entreprises pour décider ce que et combien les entreprises qu'ils dirigent doivent produire..

En septembre 1965, la thèse de Liberman fut adoptée par le CC du PCUS. Les entreprises pourront légalement dès lors décider de leur propre production.

La seconde mesure fut l'introduction du profit comme objectif de la production de l'entreprise et donc le régulateur de la production.

Comme le déclarait déjà l'économiste révisionniste Leontiev dans la Pravda du 7 septembre 1955, « le profit sert de critère le plus général pour régler toute l'activité de l'entreprise ».

A partir de ces deux « réformes » fondamentales, les entreprises ne produisent déjà plus pour la société dans son ensemble, selon un plan général rationnel mais selon les méthodes de l'autogestion yougoslave, dans leur propre intérêt ou pour être plus juste, et comme nous le verrons ensuite, dans le propre intérêt des dirigeants de l'entreprise.

Ces deux réformes entraînent tous les autres mécanismes du capitalisme.

Par exemple la possibilité pour chaque entreprise d'utiliser librement ses capitaux : ce principe a été approuvé par le CC du PCUS en septembre 1965.

Ainsi, en 1965, « les prélèvements annuels de l'Etat pour l'utilisation des capitaux ont été en moyenne de 15 % de la valeur des capitaux utilisée par l'entreprise ».

Le financement direct par l'Etat, sans coût, pratiqué antérieurement fait place au crédit. Dès 1976, plus de 50% des capitaux des entreprises proviennent des crédits bancaires : « actuellement chaque deuxième rouble du capital en circulation dans l'industrie vient du crédit. La part du crédit dans l'agriculture, du commerce et dans d'autres branches est encore plus élevée... » (kossiguine).

Chacun comprendra que le remboursement des crédits dont les taux vont de 4,5 à 6% en 1967 agit directement sur la nécessité pour l'entreprise d'accroître sa rentabilité et donc son propre taux de profit.

Une nouvelle étape décisive va être franchie dans la voie de la restauration du capitalisme le 4 octobre 1965. Jusque-là, en effet, dans la propagande révisionniste, les moyens de production étaient encore présentés comme propriété du peuple. Mais les statuts de l'entreprise adoptés par le conseil des ministres de l'URSS le 4 octobre 1965 donne à cette entreprise le droit de posséder ses propres capitaux.

Dans le n° 43 de la revue Ekonomitchkaïa gazeta, en 1965 on décrit ainsi ces nouveaux statuts :

« L'entreprise jouit du droit de propriété sur les biens dont elle a le contrôle opérationnel. Le directeur de l'entreprise peut agir en son propre nom, disposer de la propriété et des fonds de l'entreprise, procéder à l'embauche et au licenciement du personnel... Chez nous, l'équipement des entreprises en moyens de production est traité sous forme de vente et d'achat... »

Les directeurs d'entreprises sont donc devenus, depuis ces « réformes » des années 60, sinon les propriétaires légaux des moyens de production, tout au moins les responsables légaux de leur utilisation.

Sa responsabilité est principalement que l'entreprise réalise les profits les plus élevés par la production de marchandises dont les prix seront désormais fixés par l'entreprise de même que leur qualité et leur volume le tout étant régulé par le marché !

Avant de tirer la conclusion sur la nature de ce système économique, il reste à répondre à une question : OÙ VONT LES PROFITS DE L'ENTREPRISE ?

L'Etat continue à prélever une part de ces profits, comme c'est le cas, également en système capitaliste. Mais la part qui reste à la disposition de l'entreprise augmente de manière continue : 26% en 1966 ;

29% en 1967 ; 33% en 1968 ; 40% en 1969...

Quand les prélèvements de l'Etat sont opérés, le reste, qui reste dans l'entreprise est divisé en deux : les fonds d'investissements et les fonds sociaux, disons salariaux.

Un chiffre : en 1970, 78,8 % de l'investissement total venait des fonds propres des entreprises, le reste venant du crédit et des fonds exceptionnels fournis par l'Etat.

Mais venons-en à la question cruciale, celle de la répartition des fonds salariaux : les chiffres parleront d'eux-mêmes !

Le salaire d'un directeur était en 1974 jusqu'à 7,2 fois celui d'un ouvrier moyen. C'est déjà pas mal dans un pays qui se prétend encore socialiste !

Mais à cela il faut ajouter les bonifications. Le critère principal pour la détermination du niveau des bonifications distribuées au personnel de gestion est le taux de profit réalisé par l'entreprise. On voit tout de suite qui a intérêt à quoi !

Le volume des bonifications distribuées aux ouvriers est déterminé officiellement par le directeur : « Les bonifications attribuées aux directeurs d'entreprise sont approuvées par le cadre supérieur de l'agence d'Etat supérieure, et celle attribuée à tous les autres employés par le directeur de l'entreprise »

Le résultat n'est pas surprenant : En 1966 les statistiques officielles montrent que le personnel de direction a reçu 43,9 % des fonds d'intéressement, alors que les ouvriers n'en recevaient que 50,7. Mais attention : le personnel occupé dans l'industrie compte 4% de personnel de direction et les ouvriers 96%. 43,9 % pour 4 % et 50,7 % pour 96 %. En moyenne, chaque membre de direction a reçu presque 25 fois plus de bonification que les ouvriers.

Telle est la réalité des rapports de production et de répartition introduits par les réformes au cours des années 60. Pouvait-on encore parler de socialisme ? voire

d'édification du socialisme, c'est-à-dire de progression dans la voie socialiste ?

Quel est ce « socialisme » où les forces productives fonctionnent pour produire des profits ?

Où une minorité de gestionnaires de l'administration d'Etat, de l'industrie, du commerce et de l'armée s'approprie individuellement ce qu'il faut appeler par son nom, c'est-à-dire la plus-value suée par les ouvriers ?

Certes, avant Gorbatchev la propriété des moyens de production et d'échange était encore légalement propriété collective. Mais cette propriété collective, les réformes en avaient donné toute la jouissance à une classe de nouveaux bourgeois avides d'en faire une machine à produire de la plus-value, c'est-à-dire une machine à exploiter, avant de pouvoir devenir directement propriétaires sous Gorbatchev et Eltsine.

La contre-révolution avait alors parachevé son œuvre, Le capitalisme était restauré dans sa forme la plus classique

POUR CONCLURE

Retenons au moins deux leçons de cette première grande expérience historique que fut la Révolution d'Octobre l'édification du socialisme durant un demi-siècle et sa destruction.

La première est que la classe ouvrière peut prendre le pouvoir, diriger la société et construire victorieusement le socialisme.

La seconde est que le pouvoir ouvrier peut être renversé par l'ennemi de classe. Il n'est pas indestructible, comme beaucoup d'entre nous l'ont cru. Les citadelles se prennent de l'intérieur, en détruisant ses centres vitaux.

Dans une société socialiste, le centre vital c'est d'abord le Parti Communiste. C'est là que l'ennemi s'infiltré, divise, complète. Drapé dans le drapeau rouge, il fait progresser ses théories réactionnaires en s'appuyant sur les éléments instables, fai-

bles, intéressés, carriéristes, Dans ce travail, ils sont encouragés par les couches sociales héritées de la division du travail elle-même héritée de l'ancienne société, qui craignent que tout pas en avant vers le communisme ne vienne remettre en cause leurs privilèges et qui rêvent de revenir en arrière...

La formation idéologique des communistes, leur pratique révolutionnaire, leur vigilance ininterrompue, leur courage à défendre ouvertement les principes et les idéaux du communisme dès la plus petite alerte, la mobilisation des masses dans la lutte pour la conquête du pouvoir et dans l'édification du socialisme : Telles sont quelques unes des armes indispensables pour mettre en échec les attaques et les pièges que l'ennemi s'évertue sans relâche à mettre en travers de notre route.

Ainsi, la révolution bolchévique avait réussi à supprimer la classe capitaliste. Mais il restait dans la société socialiste des couches sociales qui avaient intérêt à restaurer le capitalisme. Le manque d'expérience, de vigilance, de mobilisation des communistes et des masses travailleuses les conditions objectives, aussi, leur ont permis de renverser le pouvoir des ouvriers et des paysans et de restaurer le capitalisme.

D'autres révolutions socialistes vont avoir lieu. Elles devront toutes tirer les leçons de la Commune, de la révolution d'Octobre et du socialisme soviétique.

En fait, la partie ne sera définitivement gagnée que lorsque l'impérialisme aura été mondialement vaincu, et que l'édification du socialisme aura atteint le point où les conditions objectives rendront impossibles toute idée, tout désir, et donc toute tentative de revenir en arrière.

Voilà, chers amis quelques éléments de réflexion que je vous invite maintenant à débattre.

ALBANIE : AVANCEE dans l'unification des COMMUNISTES

Voilà une bonne nouvelle qui nous vient d'Albanie : Les deux principales organisations communistes de ce pays, le Parti du Travail D'Albanie et le Parti Communiste Albanais et les groupes communistes ont décidé de créer l'instrument qui leur permettra dorénavant d'agir ensemble, et d'avancer vers l'unification des communistes dans un seul Parti : le Conseil Interpartis National du Mouvement Communiste Albanais.

Notre Collectif appelle les communistes marxistes-léninistes de France à s'engager sans tarder dans cette voie.

Voici le communiqué

CREATION DU CONSEIL INTERPARTIS NATIONAL DU MOUVEMENT COMMUNISTE ALBANAIS

Le 4 novembre 2005, au siège du Parti du Travail d'Albanie, a été organisée une rencontre entre les représentants du PPSH (PTA) et du PKSh (PCA). A cette rencontre ont pris part pour le PTA, les camarades Xhevdet Pataj, Muharrem Xhafa et Timoshenko Pekmesi, pour le PCA, les camarades Hysny Milloshi premier secrétaire du Comité Central du PCA et, en l'absence des camarades Milazim Gura et Nazer Kongjini, les camarades Xhemal Shehu et Gjon Gjergji, et pour les groupes communistes, le camarade Ibrahim Arapi.

A l'ouverture de la rencontre, le camarade Xhevdet Pataj, premier secrétaire du CC du PTA après avoir reconfirmé les engagements du PTA et du PCA pour créer un Conseil Interpartis National du Mouvement Communiste Albanais, a déclaré que cet organisme aurait une grande importance et que par ses activités, il donnerait un nouvel essor au mouvement communiste en Albanie et à son unité dans un seul parti communiste.

Ensuite, le camarade Xhevdet Pataj a proposé pour direction du Conseil Interpartis National qu'il y ait un président et un secrétaire avec des statuts égaux. En accord, le camarade Hysny Milloshi fut élu président et le camarade Xhevdet Pataj secrétaire. Dans cette première assemblée du Conseil, les camarades Xhevdet Pataj, Hysny Milloshi et d'autres ont exposé leurs idées sur les statuts et les moyens de fonctionnement du Conseil, ses objectifs, sa plateforme et son plan d'actions.

Il a été décidé que le 8 novembre, jour de la fondation du PCA (PTA) sera organisée une activité commune consacrée à cet anniversaire et, à cette occasion, une déclaration à la presse annoncera à l'opinion publique la création du Conseil Interpartis National du Mouvement Communiste Albanais. Sur proposition du camarade Hysni Milloshi, le camarade Muharrem Xhafa a été chargé de rédiger et de faire la conférence de presse.

Les deux partis ont décidé d'organiser ensemble, à Tirana, une action importante le 29 novembre 2005 consacrée au jour anniversaire de la libération de l'Albanie du pouvoir fasciste et des traîtres au pays.

De même il a été décidé que pour l'organisation des conseils interpartis dans les régions, les explications et les autres questions, des directives appropriées seront envoyées.

**Publié dans « 8 NENTORI » organe du Parti du Travail d'Albanie
le 16 novembre 2005**

DERNIERES NOUVELLES D'ALBANIE

A l'occasion de l'anniversaire de la libération de l'Albanie, le 29 novembre, et à l'appel commun du Parti du Travail d'Albanie et du Parti Communiste Albanais, qui viennent de former un Conseil National du Mouvement Communiste Albanais, des milliers de personnes ont défilé sur le boulevard des martyrs à Tirana en portant des banderoles à la mémoire et à la gloire du camarade Enver HOXHA.

Preuve s'il en faut que quand les communistes s'unissent, les travailleurs et le peuple répondent à leur appel.

LA RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS

En supplément à ce bulletin nous publions pour la première fois en français l'analyse du camarade Bill BLAND publié en 1991 dans le journal COMPASS de la Ligue Communiste Marxiste Léniniste de Grande Bretagne.

Il y démonte le mécanisme de la restauration du capitalisme en URSS qui, contrairement à certaines opinions encore répandues dans le mouvement se réclamant du communisme en France, n'a pas commencé dans les années 1990 avec Gorbatchev mais dès les années 1960 après la mort de Staline et la prise du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens.

Ce fut une véritable contre révolution politique¹ qui ouvrit la période de transition du socialisme au capitalisme qui s'acheva par le retour à la forme « classique » du capitalisme avec la fin de l'URSS.

A partir de documents écrits par les économistes soviétiques chargés de mettre en œuvre la « réforme économique » et ceux du Parti Communiste il démontre comment ils ont ouvert la boîte de pandore et donné libre cours aux lois fondamentales du capitalisme. On y voit le profit, le marché, l'offre et la demande dominer la vie économique. On y voit la formation de la bourgeoisie capitaliste, l'exploitation du prolétariat, le chômage se développer.

Bill BLAND tire les conclusions qui s'imposent, le prolétariat ayant perdu le pouvoir politique : l'Etat soviétique est devenu dans son essence un Etat bourgeois, le Parti communiste le Parti de la nouvelle bourgeoisie et ce, même s'ils conservent encore un certain temps les apparences de l'Etat et du parti prolétarien.

Retrouvez cette brochure sur notre site www.militcom.org



Intervenez sur le forum LA JEUNE GARDE ML

<http://forum.aceboard.net/index.php?login=25645>

¹ Le Parti fut « épuré » et des milliers de cadres et militants communistes furent exclus

Nous publions ci-dessous un article paru dans le journal ALGER REPUBLICAIN du 4-17 octobre 2005 sur les illusions néokeynesiennes répendues dans la mouvance alter-mondialiste.

LE COURANT NEOKEYNESIEN N'EST PAS UNE ALTERNATIVE AU CAPITALISME

Sociaux-démocrates et nombre d'alter-mondialistes revendiquent le retour à Keynes pour guérir les maux du capitalisme. Et même de nombreux ex-communistes nous invitent au mariage éternel du marché et de l'État. A ces derniers, il faut quand même dire que ce n'est pas en changeant de trottoir que l'aveugle recouvre la vue !

Disons d'abord clairement que cette brève critique ne doit pas remettre en cause l'unité d'action de toutes celles et tous ceux qui participent à la délégitimation du capitalisme. Mais la politique de Keynes a-t-elle fait réellement ses preuves dans la crise de 1929 ?

Un handicap majeur est que les politiques keynésiennes n'épurent pas la nature de classe de l'Etat. Les fascistes hitlériens ont d'ailleurs appliqué avec zèle les recettes keynésiennes. Loin de remettre en cause le capitalisme, le néokeynésianisme vise à sauver le capitalisme en le vivifiant et en fatiguant les luttes pour le socialisme.

La logique du marché est acceptée comme moteur de l'économie, avec des conditions de régulation du système pour limiter les excès : tout ne doit pas être marchand («oui à l'économie de marché non à la société de marché», dit le social-démocrate français Jospin).

Les capitalistes n'ont rien à craindre: l'État, où ils sont bien représentés, peut continuer à gérer les pactes sociaux entre

le capital et le travail, comme cela a pu se faire en Europe après la Seconde Guerre mondiale, ou dans les pays du Sud sur le modèle de Bandoëng avec le contrôle de l'économie formelle par la bourgeoisie en pleine émergence.

Il arrive même que les néokeynésiens adoptent une posture morale : condamner les «abus» du capitalisme. Ce qui, au passage loin de gêner les capitalistes, leur sert de moyens de réparation et de relégitimation. Cette variante apparaît aussi comme une doléance des couches moyennes écrasées dont une partie est laminée par la politique des monopoles. Ces couches expriment une certaine peur de la radicalisation du mouvement de masse. N'est-ce pas cet autre social-démocrate français, Fabius, qui arguait de son vote «non» au référendum du Traité constitutionnel pour ne pas laisser les ouvriers dans le radicalisme?

Lénine avait déjà écrit (dans L'impérialisme, stade suprême du capitalisme) : *«Propriété privée fondée sur le travail du petit patron, libre concurrence, démocratie : tous ces slogans dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans sont depuis longtemps dépassés. Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays «avancés». Et le partage de ce «butin» se fait entre deux ou trois rapaces de puissance mondiale, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) qui entraînent toute la terre*

dans leur guerre pour le partage de leur butin. »

Faire payer les capitalistes et arracher de nouveaux droits est nécessaire, mais ne suffit pas à terme. Si cela contribue à améliorer les conditions de l'exploitation capitaliste, il y a à veiller à ce que ne vive pas et ne s'installe pas dans les consciences ouvrières et populaires l'idée vénéneuse que le capitalisme peut résoudre tous ces problèmes ! C'est pourquoi la vraie alternative n'est pas d'aménager le capitalisme, d'atténuer ses contradictions, mais de les accentuer pour le renverser, le délégitimer, l'acculer là où le système est incapable d'apporter des réponses: les questions de la démocratie politique et économique (pourquoi la représentation politique institutionnelle de la classe ouvrière n'est pas en rapport avec sa contribution économique ?), les questions de l'armement, de la dette des pays du Sud, de l'environnement. Bien évidemment, c'est là un but stratégique de long terme: l'horizon et le contenu des luttes doit être en adéquation avec les contextes économiques et sociaux nationaux et internationaux.

L'analyse léniniste de l'impérialisme est-elle dépassée?

Il est important d'analyser en profondeur les processus économiques à l'oeuvre, pas seulement au niveau phénoménal (de leurs manifestations forcément renouvelées), mais dans leur essence (leur signification par rapport aux intérêts des différentes classes et forces sociales et politiques en présence).

Retour à Lénine: au début du XX siècle, le capitalisme prémonopoliste, à dominante concurrentielle, fait place à la domination des monopoles. Les sociétés par actions se développent. Le capitalisme s'est étendu à une grande partie du globe. Les puissances capitalistes ont colonisé de vastes régions et transformé de nombreux peuples en esclaves coloniaux.

Lénine définit l'impérialisme par :

1)- La concentration de la production et du capital à un degré si élevé que des monopoles (ententes entre capitalistes) se créent et finissent par régenter la vie économique. Il y a des monopoles simples (accords à court terme sur conditions de vente et d'achat), des syndicats (comptoirs communs pour vente de marchandises), des cartels (unions pour coordination du commerce et de la production, des débouchés, des sanctions), des trusts (entreprises réunies sous conseil d'administration d'actionnaires), des consortiums (trusts interbranches et intersecteurs, avec participation des banques).

Exemple en France : 100% de la production de l'aluminium est contrôlée par un seul groupe, 80 % des colorants par une seule firme 70% des ciments par trois sociétés. 90% des pneumatiques par trois sociétés, 65% du sucre par trois sociétés...

2- La fusion du capital bancaire et du capital industriel pour former le capital financier porté socialement par l'oligarchie financière. Les banques, d'intermédiaires de paiement deviennent des marchands de capitaux très actifs. L'achat d'actions, comme forme d'investissement des fonds bancaires, se généralise. Banques et entreprises deviennent partenaires : les mêmes personnes dirigent les grands groupements de l'économie.

Loin de remettre en cause le capitalisme, le néokeynésianisme vise à sauver le capitalisme en le vivifiant et en fatiguant les luttes pour le socialisme

3- Le développement des exportations de capitaux (relativement plus importantes par rapport aux exportations de marchandises). L'exportation des capitaux n'est pas un bienfait ou une aide: on n'a jamais vu l'exportation de capitaux sortir un pays

du sous-développement. C'est un afflux de plus-value (intérêts et profits) pour les capitalistes exportateurs.

4- La formation d'unions monopolistes internationales qui régissent le monde (notamment dans l'armement et le pétrole).

5- L'achèvement du partage territorial du monde entre les puissances capitalistes. Les colonies apportent un profit fabuleux aux impérialistes. En même temps, cela permet aux États impérialistes de surmonter leurs contradictions et d'affronter les luttes des exploités à l'intérieur : les profits élevés permettent à la bourgeoisie de corrompre une partie de la classe ouvrière. En colonisant, le capital désagrège les formes précapitalistes des colonies (petit artisanat, économie semi-naturelle) et développe des rapports capitalistes (création d'entreprises, moyens de transport...). Mais cela ne profite qu'aux colonisateurs. Les colonies sont aussi de la chair à canon pour les guerres impérialistes.

La réalité actuelle des mouvements économiques fondamentaux, et notamment le processus de construction de l'Europe capitaliste, loin d'infirmes cette analyse la confirment.

Concentration et centralisation de la production et du capital ont continué de progresser et ne cessent de progresser. Aujourd'hui, des monopoles (multibranches) détiennent près de 25% de la production mondiale et contrôlent plus de 60% du commerce mondial (cf. Rapport sur l'investissement dans le monde, Cnuccd 1999).

Ces puissantes unions monopolistes possèdent une base nationale déterminante dans les trois pôles impérialistes : plus 50% de leurs ventes sont destinées au marché local du pays

de leurs sièges (c'est encore plus prononcé pour le Japon). C'est en s'appuyant sur l'Etat national capitaliste que ces monopoles assurent les conditions de leur reproduction : niveau des salaires, fiscalité, accès (privé) au crédit et aides de l'Etat, mesures étatiques protectionnistes.

Compétition monopoliste entraîne le développement inégal des monopoles et des puissances étatiques impérialistes, d'où les conflits interimpérialistes que Lénine n'a pas omis de décrire. La guerre de colonisation de l'Irak est un exemple des oppositions antagonistes (mais non antagoniques) des axes Etats-Unis - Grande-Bretagne et Allemagne - France. L'exportation des capitaux a supplanté l'exportation des marchandises. Ce flux de capitaux est contrôlé et dirigé par les groupes monopolistes dans les trois pôles impérialistes, ce qui a pour effet d'intensifier les rivalités interimpérialistes.

La contradiction fondamentale du capitalisme n'a donc pas varié : la production est toujours de plus en plus socialisée, et même de plus en plus internationalisée, alors que l'appropriation du résultat social est de plus en plus privée. C'est sur la base de cette contradiction fondamentale, ainsi que sur la base de l'opposition frontale et principale de l'impérialisme aux droits des peuples que la classe ouvrière et les peuples des pays dominés doivent se mobiliser contre les monopoles (en finir avec sa propre bourgeoisie) et l'impérialisme au niveau national et international (développer la coopération des luttes anticapitalistes). Comment mettre en mouvement tous ceux qui vendent leur force de travail pour vivre dans leur propre intérêt et non dans l'intérêt des bourgeois?

KAMEL BADAOUI

ALGER Républicain -4 au 17 octobre 2005

LA REVOLTE DE LA JEUNESSE EST LEGITIME SON ENNEMI , C'EST LA BOURGEOISIE ET LA SOCIETE CAPITALISTE C'EST CONTRE EUX QU'IL FAUT PORTER LA LUTTE

La jeunesse des quartiers populaires et des banlieues explose. Elle n'en peut plus des promesses démagogiques déversées par les politiciens de droite et de gauche, des réponses « associatives » qui n'ont d'autre but que de la maintenir dans le calme, d'empêcher les révoltes, mais qui n'ont jamais apporté aucune réponse concrète à leur vécu quotidien.

Jour après jour, dans les cités où se trouvent concentrées toutes les discriminations sociales et raciales, les jeunes garçons et filles d'ouvriers voient se développer la misère autour d'eux : des logements et un environnement dégradés, des situations familiales insupportables à cause des difficultés amoncelées, leur mère dans l'angoisse de recevoir une facture d'électricité ou de gaz qu'elle ne pourra pas payer, une traite à rembourser, la visite d'un huissier qui viendra leur enlever le peu qu'ils possèdent, leur père qui ne trouve pas de travail et qui est prêt à péter les plombs, sans espoir de s'en sortir par l'école, entourés dans leur quartier de jeunes chômeurs un peu plus âgés qu'eux, de travailleurs précaires, de sans droits, soumis sans arrêt au mépris, au racisme, harcelés par les contrôles d'identité et les interventions policières sans raisons. La liste est longue, interminable des misères matérielles, sociales et morales qui finissent par déborder et s'extérioriser par une révolte violente, qui n'est rien d'autre que la réponse à la violence ininterrompue que le société impose à cette jeunesse. La première violence vient des riches, des exploiters, des politiciens menteurs, arrogants et fascistes, des forces policières et des juges à leur service. La révolte violente des jeunes n'est que la réplique à cette violence capitaliste. Elle est légitime !

Elle est la même que celle des marins de la SNCM et des travailleurs du port de Marseille, il y a quelques semaines. Elle a pour cause les attaques incessantes de la bourgeoisie contre le peuple, elle doit avoir le même but : faire reculer cette bourgeoisie et son pouvoir.

Il est vrai, faute d'avoir l'expérience et l'organisation des travailleurs, des jeunes détruisent des biens matériels appartenant à des gens du peuple ou des services sociaux utiles au peuple. Il est vrai aussi que ce n'est pas en détruisant inconsidérément des objets ou des lieux que le pouvoir va être affaibli. Au contraire, les médias manipulent ces actes pour dresser l'opinion contre toute la jeunesse des quartiers et en particulier sa partie d'origine immigrée, et le gouvernement en profite pour prendre des mesures fascistes contre toute la population ouvrière. Faut-il pour autant crier avec les loups et s'associer au chœur de ceux qui réclament à tue-tête le rétablissement de l'Ordre, qui approuvent ouvertement ou la tête baissée l'établissement et de la prolongation de l'état d'urgence, qui applaudissent aux coups de matraques et aux arrestations ? Assurément NON ! La jeunesse des quartiers, c'est la jeunesse du peuple. Ceux qui attaquent cette jeunesse s'attaquent au peuple !

En tant que communistes, nous sommes conscients que des actes irréfléchis commis par des jeunes révoltés ont pour cause l'absence d'un Parti Communiste Révolutionnaire et d'une organisation de jeunesse populaire implantés dans les quartiers et liés aux jeunes. Non pas pour les calmer, mais pour les organiser et les éduquer, pour que leurs révoltes dispersées s'intègrent au combat révolutionnaire général anticapitaliste. Dans l'immédiat, nous militons et nous appelons à lutter pour :

**L'ABROGATION DE L'ETAT D'URGENCE
LE RETRAIT DES FORCES DE POLICE DES QUARTIERS
LA LIBERATION IMMEDIATE DES JEUNES EMPRISONNES**